



ASSEMBLÉE NATIONALE

8ème législature

Cotisations

Question écrite n° 37137

Texte de la question

M Georges Bollengier-Stragier attire l'attention de M le ministre des affaires sociales et de l'emploi sur la question de l'exonération des charges de sécurité sociale pour les personnes âgées employant une aide à domicile, pour les handicapés et parents d'handicapés. En effet, les salaires versés depuis le 1er avril 1987 bénéficiaient d'une exonération totale des charges de sécurité sociale patronales et ouvrières jusqu'à 6 000 francs de cotisations par trimestre, les cotisations IRCEM et chômage continuant d'être dues. Or la loi du 5 janvier 1988 est intervenue pour modifier une nouvelle fois le régime d'exonération des cotisations de sécurité sociale. Désormais, l'exonération ne s'applique plus qu'aux cotisations patronales de sécurité sociale, mais sans limitation de montant, et les employeurs ne doivent, à dater du 1er janvier 1988, retenir les cotisations ouvrières de sécurité sociale sur les salaires, avec les cotisations ouvrières de retraite complémentaire et d'assurance chômage. En conséquence, il l'interroge sur les raisons qui ont pu motiver cette décision, entraînant moins d'un an après sa mise en place le retrait d'un avantage acquis certain. Il lui demande si la mesure comporte un caractère définitif ou provisoire.

Données clés

Auteur : [M. Bollengier-Stragier Georges](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 37137

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : affaires sociales et emploi

Ministère attributaire : affaires sociales et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 1988, page 750